

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6325>

UJFP

AXA doit cesser de faire du profit sur la colonisation de la Palestine

- BDS - Analyses -



Date de mise en ligne : mercredi 18 avril 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par la Campagne BDS France et SumOfUs

Assurer des vies partout dans le monde tout en écrasant celles de femmes et enfants sans défense : tel est l'insoutenable paradoxe d'AXA.

Le géant français de l'assurance est en effet accusé de bafouer le Droit International en finançant Elbit Systems, fleuron israélien de l'industrie de l'armement, sordidement célèbre pour avoir fourni des armes interdites qui ont déjà fait des centaines de victimes innocentes palestiniennes.

Et ce n'est pas tout, un nouveau rapport révèle qu'AXA est également actionnaire de trois grandes banques israéliennes qui toutes participent à la colonisation illégale de la Palestine.

Le métier d'un assureur est pourtant de protéger les familles, leur domicile et leur biens des risques de la vie : pas de les mettre en péril comme ce que fait AXA en participant à l'entreprise coloniale israélienne.

Dites à Axa de se retirer du capital d'Elbit Systems et des colonies israéliennes !

Ces scandaleuses révélations mettent AXA dans l'embarras, pourtant fier de son engagement en matière d'investissement responsable et qui a déjà rompu des liens avec des fabricants d'armes. Pouvons le géant de l'assurance à faire de même avec Elbit Systems et les trois banques impliquées dans la colonisation.

Nous savons que la mobilisation porte ses fruits : la campagne pacifique du mouvement mondial BDS a déjà réussi à faire plier des multinationales, notamment deux françaises, pour les mêmes raisons : Véolia et Orange. Au tour donc d'Axa de suivre l'exemple !

Elbit Systems fournit des armes interdites par les conventions internationales, notamment des armes chimiques comme le phosphore blanc, qui ont servi à l'offensive meurtrière contre les populations civiles de Gaza en 2014.

Cette entreprise a également participé à la construction du « mur de sécurité » dans les territoires occupés, que la Cour Internationale de Justice a jugé illégale en 2004.

Les institutions financières françaises et les assureurs ne peuvent ignorer l'illégalité des colonies israéliennes et les souffrances quotidiennes qu'elles engendrent. Expropriations arbitraires, familles séparées, emprisonnements d'enfants, checkpoints humiliants à n'en plus finir, sont les expériences déshumanisantes des palestiniens qui vivent sous un régime d'apartheid.

Exigeons des instances dirigeantes d'AXA qu'elles se soumettent à leur propre charte éthique !

Selon la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), « les grands groupes financiers français, dont AXA, sont directement ou indirectement impliqués dans le projet colonial en Palestine ». Les banques et les assureurs recherchent le profit à tout prix, y compris en se livrant à des activités illégales. Faisons en sorte qu'ils y

mettent fin.

Tirer des bénéfices de la souffrance des palestiniens est inqualifiable. Au cours de notre campagne contre Airbnb, vous avez été plus de 151 000 membres à exprimer votre indignation. Et le vent en train de tourner car l'ONU a commencé à prendre des mesures contre ces entreprises hors-la-loi ! C'est donc le moment idéal pour interpeller AXA afin qu'il mette un terme à ses investissements illégaux.

SIGNEZ LA PÉTITION !